

EDITORIAL

Depuis la dernière parution du *Sabot* en avril 2010, trois événements d'une portée considérable sont venus bouleverser en profondeur l'ordinaire des perceptions. Une série de soulèvements populaires initiée en Tunisie a ébranlé les régimes parmi les plus policiers qui soient ; une catastrophe nucléaire sans précédent a eu lieu au Japon rendant inhabitable une vaste région pour des millénaires ; enfin, à la « crise des subprimes » a succédé la « crise de la dette » qui menace d'engloutir les économies des États les plus puissants. Bien que nous soyons loin de pouvoir en anticiper toutes les implications futures, comme les initiatives qui se produiront dans leurs sillages, on admet aujourd'hui volontiers au moins quatre déplacements dans la situation :

Premièrement, le crédit accordé envers l'utopie capitaliste d'un marché auto-régulé source du bien commun se trouve largement et durablement entamé. L'extension à toute l'Europe d'un scénario semblable à celui de la crise de la dette grecque et de ses féroces politiques d'austérité est devenue sinon inévitable du moins très plausible. Parallèlement, les enjeux écologiques apparaissent plus que jamais incontournables et les saupoudrages proposés par les bourgeoisies, criminels.

Deuxièmement, l'idée qu'un soulèvement de grande envergure puisse éclater en Europe dans les années à venir est redevenue une hypothèse qui, aux yeux du plus grand nombre, paraît de moins en moins saugrenue et dispensable. Les irruptions populaires de l'autre côté de la méditerranée, la certitude de ne plus pouvoir contourner la violence des « politiques d'austérité » comme des inventions désastreuses du capitalisme installent durablement cette idée

dans les esprits, et jettent peu à peu le discrédit sur les discours et pratiques d' « accompagnement » syndicaux ou politiques.

Troisièmement, il devient de plus en plus difficile pour tous les fondés de pouvoir du capital de faire usage du mot « démocratie » sans que cela n'apparaisse comme une grossière et honteuse imposture : leur servilité devant les agences de notation et autres traders, leurs décisions de surseoir ou d'annuler des référendums dont l'issue s'avérait défavorable à leur intérêts ou leur refus de mettre en œuvre un démantèlement rapide du nucléaire après Fukushima... Tout cela et tant de choses encore semblent avoir pour un temps écorner leur légitimité à parler au nom du peuple et ouvert davantage d'espace à tous ceux qui, ne comptant pour rien, entendent bien leur disputer l'usage de ce mot.

Quatrièmement, face à la violence arbitraire des États, au racket capitaliste, la dignité réapparaît aujourd'hui (de la Syrie aux États-Unis en passant par l'Europe) comme une ressource éternelle de résistance et d'émancipation jamais définitivement acquise et toujours à reconquérir. Conquière sa dignité qui ne tolère plus l'état de minorité auquel il est réduit par le pouvoir et qui, trouvant dans le collectif égale considération et capacité d'agir, accepte avec résolution les risques du combat commun.

C'est à l'invention de ces dispositifs politiques producteurs d'égalité et de capacités auquel, une fois encore, *Le Sabot* s'est voulu attentif dans ce 6ème numéro : de l'occupation de « la plaza de Catalunya » au camp anti-nucléaire de Valognes, du mouvement des retraites aux chômeurs tunisiens, du syndicalisme de base grec aux potentialités de la transition écologique.

Le sabot

Hiver 2012